

Bolivie: une femme de droite succède à Evo Morales

Jeanine Anez a été désignée par le Sénat présidente intérimaire. Elle a qualifié son prédécesseur d'« escroc de la démocratie ».

PATRICK BÉLE pbele@lefigaro.fr

AMÉRIQUE LATINE C'est devant un Sénat à moitié vide que Jeanine Anez a été désignée présidente intérimaire de la république multiculturelle de Bolivie. Elle avait auparavant pris le poste de présidente de cette assemblée alors qu'elle n'en était que la seconde vice-présidente. Les élus du MAS (Mouvement vers le socialisme), le parti d'Evo Morales, avaient décidé de boycotter la séance.

Cette désignation fait suite aux démissions successives du président Evo Morales, de son vice-président Alvaro García, de la présidente et de la vice-présidente du Sénat. Tous quatre appartenaient au parti Mas (Mouvement vers le socialisme). Le pays est agité de manifestations souvent violentes depuis qu'Evo Morales a été annoncé comme vainqueur de la présidentielle du 20 octobre dernier.

Jeanine Anez appartient à l'opposition au parti de l'ex-président Evo Morales. Elle vient de Trinidad, la capitale de l'État amazonien de Beni. La zone amazonienne est le bastion de l'opposition de droite qui, depuis l'accession au

pouvoir d'Evo Morales, n'a cessé de remettre en cause sa légitimité, avec un discours qui a souvent flirté avec un racisme anti-indien.

Evo Morales était le premier président d'origine aymara de la Bolivie, dont la population est composée à 70 % de personnes issues des ethnies andines. Celles-ci se concentrent dans la cordillère des Andes à l'ouest du pays tandis que Jeanine Anez vient des plaines amazoniennes de l'Est pressées par les populations blanches et métis, qui s'accoutument mal des conditions de vie liées à l'altitude.

« *Devant l'absence définitive du président et du vice-président, conformément à la lettre et à l'esprit de la constitution, en tant que présidente de la chambre des sénateurs, j'assume dans l'immédiat la présidence de l'État et je m'engage à utiliser tous les moyens pour pacifier le pays* », a déclaré, ou plutôt lu, la nouvelle présidente de la tribune du parlement. Malgré l'absence de quorum au Parlement, le tribunal constitutionnel a validé son élection. La nouvelle présidente a promis des élections « au plus vite », avant le 22 janvier 2020.

Cette femme blonde de 52 ans semble peu préparée à l'ampleur de la tâche qui



Mardi, à La Paz, Jeanine Anez brandit un énorme exemplaire des Quatre Évangiles, après avoir été désignée présidente intérimaire. CARLOS GARCIA RAWLINS/REUTERS

l'attend. Comme avocate, elle a participé à l'Assemblée constituante de 2006 à 2008. Elle est sénatrice du PPBCN (Parti du plan progrès pour la Bolivie-Convergence nationale) depuis 2010. Divorcée, elle est mère de Caroline, 29 ans, dentiste, et de José, 24 ans, gérant d'entreprise. Dans son État de Beni, elle s'est intéressée à l'implantation de migrants asiatiques installés dans des campements de la forêt amazonienne pour exploiter les ressources minières et

chasser des animaux sauvages dont quelques-uns sont en voie d'extinction.

Le pays vit un chaos qui a déjà fait neuf morts et des centaines de blessés. Les écoles sont fermées, les transports publics ne fonctionnent plus, la plupart des commerces n'osent pas lever leur rideau de fer de peur des pillages. La police a demandé dimanche à l'armée de l'assister dans ses opérations de maintien de l'ordre. Des représentants des populations du quartier populaire de El

Alto, qui surplombe à plus de 4 000 mètres d'altitude La Paz, ont annoncé lundi qu'ils allaient descendre vers le Parlement pour empêcher « un coup d'État ». Plusieurs présidents sont tombés sous la pression de ce type de manifestations dans l'histoire du pays.

Les abords du Parlement étaient déserts quand Jeanine Anez a fait sa déclaration de prise de pouvoir. La police et l'armée bloquaient toutes les rues permettant d'accéder à ce quartier. « *Mon engagement est de ramener la démocratie et la tranquillité dans notre pays. Les Boliviens méritent de vivre en liberté, en démocratie et que plus jamais on ne leur vole leur vote, a affirmé la présidente intérimaire, depuis un balcon du centre-*

« Les Boliviens méritent de vivre en liberté, en démocratie et que plus jamais on ne leur vole leur vote »

JEANINE ANEZ, PRÉSIDENTE INTÉrimAIRE DE LA RÉPUBLIQUE MULTICULTURELLE DE BOLIVIE

ville surplombant quelques partisans qui l'acclamaient. *Notre force c'est Dieu, le pouvoir c'est Dieu. Que Dieu vous bénisse mes chers compatriotes* », a-t-elle déclaré en brandissant un énorme exemplaire des Quatre Évangiles.

Depuis son exil mexicain, l'ancien président Morales a qualifié, dans un tweet, la désignation de Jeanine Anez de « coup d'État le plus astucieux et le plus odieux de l'histoire du pays. Une sénatrice issue d'un coup d'État de droite se déclare présidente du Sénat puis présidente par intérim de la Bolivie sans quorum législatif, entourée d'un groupe de complices et dirigée par la police et par l'armée qui répriment le peuple ».

Jeanine Anez lui a répondu sur CNN en l'accusant d'avoir fait « deux coups d'État. Les socialistes du XXI^e siècle sont ainsi : quand ils sont au pouvoir, ils cherchent tous les mécanismes pour s'y maintenir en soumettant tous les représentants du pouvoir de l'État. Morales est un escroc de la démocratie. Il faut être mesquin et inhumain pour ne pas voir la souffrance du peuple ». ■

Au Chili, une nouvelle Constitution pour tenter de mettre fin à la crise

Mardi soir, le président Sebastian Pinera a cédé à l'une des principales revendications des manifestants mais de nombreuses inconnues demeurent sur l'élaboration de cette nouvelle loi fondamentale.

ALAN LOQUET [@alaloquet](https://twitter.com/alaloquet)
SANTIAGO

AMÉRIQUE DU SUD Après un 25^e jour consécutif de mobilisation, le président Sebastian Pinera (droite) a demandé mardi soir aux Chiliens de « s'unir pour une nouvelle Constitution ». Quatre semaines de manifestations pour une réduction des inégalités et contre le coût de la vie, mais aussi 21 morts et au moins 2000 blessés dans des heurts, pillages et incendies auront eu raison du texte rédigé en 1980 pendant la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990). « *La magnitude du mouvement social est telle que le président n'avait pas le choix. Il cède devant la pression de la rue, analyse Rossana Castiglioni, professeure de sciences politiques à l'université Diego-Portales. Le gouvernement s'est rendu compte que ses annonces sociales n'ont pas trouvé d'écho auprès de la population.* »

Au fil des semaines, les manifestants se sont progressivement retrouvés derrière une seule et même revendication : un changement de Constitution. Selon ses détracteurs, le texte actuel représente la matrice du modèle néolibéral chilien, synonyme de fortes inégalités. La privatisation de nombreux services comme l'accès à l'eau, l'éducation ou encore les retraites trouve sa source dans la Constitution de 1980.

« *Ce texte est considéré par beaucoup comme un héritage de la dictature, détaille Gaspar Jenkins, professeur de droit constitutionnel à l'université du Développement. Il a pourtant subi des modifications majeures depuis le rétablissement de la démocratie. Mais dans le bon imaginaire, il s'est converti en symbole.* » Selon l'universitaire, ce changement de Constitution revêt d'ores et déjà un caractère « inédit dans l'histoire démocratique du Chili ». Les trois dernières – 1833, 1925 et



Une manifestation contre le gouvernement de Sebastian Pinera le 12 novembre, à Santiago du Chili. CLAUDIO REYES/AFP

1980 – avaient été rédigées à la suite d'une guerre civile, de la pression des forces de l'ordre et d'un coup d'État militaire.

Malgré l'annonce de Sebastian Pinera, de nombreuses inconnues demeurent. Si le président s'est prononcé en faveur d'un référendum censé ratifier la nouvelle Loi fondamentale, le chemin pour y arriver n'est pas encore tracé. Le gouvernement, par la voix du ministre de l'Intérieur, Gonzalo Blumel, avait indiqué dimanche soir vouloir confier cette tâche aux parlementaires, dans le cadre d'un « Congrès constituant ». Or selon un récent sondage, seuls 3,4 % des Chiliens disent faire confiance aux deux Chambres pour écrire une nouvelle Constitution. À l'inverse, ils sont 75,7 % à soutenir la tenue d'une Assemblée constituante où des citoyens seraient élus pour mener à bien ce projet.

« *La notion de "Congrès constituant" laisse les spécialistes perplexes, reprend*

Gaspar Jenkins. *Il semblerait que l'exécutif souhaite prendre une voie institutionnelle, mais nous ne connaissons pas encore la règle du jeu. Ce flou peut se traduire par une invitation au dialogue entre l'ensemble des forces politiques pour trouver une issue commune à la crise.* » L'opposition, majoritaire au Congrès, a déjà pris position. Mardi après-midi, quatorze partis allant de l'extrême gauche au centre, ont annoncé dans une déclaration commune opter pour une Assemblée constituante.

Sebastian Pinera se retrouve isolé et sa position fragilisée. Il ne conserve que 13 % de soutien, soit le plus faible chiffre enregistré par un président en

exercice depuis la fin de la dictature. « *Sebastian Pinera est dans une impasse, observe Carlos Huneeus, professeur de sciences politiques et ancien ambassadeur du Chili en Allemagne. Il doit convoquer des élections parlementaires anticipées [les prochaines sont prévues en 2021] afin de donner une légitimité à*

celles et ceux qui rédigeront la nouvelle Constitution. Les différents scandales de corruption et de financement illégal des partis ont provoqué un rejet profond des Chiliens envers leurs élus. »

Au crépuscule de son second mandat, l'ex-présidente socialiste Michelle Bachelet (2006-2010 et 2014-2018) avait proposé un projet de loi pour adopter une nouvelle Constitution. Environ 200 000 personnes s'étaient mobilisées et leurs propositions avaient été soumises au Congrès. À son retour au palais de La Moneda, en mars 2018, Sebastian Pinera avait pris la décision d'enterrer cette initiative. « *À l'époque, la droite et les secteurs économiques avaient tout fait pour torpiller ce projet de loi, se souvient Carlos Huneeus. Aujourd'hui, la situation est différente. Les Chiliens veulent d'autres mécanismes de participation que les élections.* »

Dans la nuit de mardi à mercredi, les émeutes ont atteint une intensité similaire à celle observée lors de l'explosion de la crise sociale, le 18 octobre. À Iquique, dans le nord du pays, plusieurs supermarchés ont été pillés. Des commerces ont été vandalisés à Valparaiso. A Santiago du Chili, une église a été incendiée. À Concepcion, dans le sud, le siège du gouvernement régional a été la cible de casseurs. Plusieurs casernes militaires ont également été attaquées. Face à ces violences, le président Pinera a annoncé le rappel de policiers retraités pour soulager les forces de l'ordre.

La pression ne devrait pas retomber. Jeudi 14 novembre, plusieurs rassemblements sont prévus dans le pays pour commémorer la mort de Camilo Carrillanca. Il y a un an, le jeune activiste mapuche avait été tué d'une balle dans la nuque par les forces spéciales lors d'un contrôle routier. La révélation de plusieurs faux témoignages avait plongé la police dans une grave crise institutionnelle. ■

ZOOM

Liban : accès de fièvre après un discours du président

Au lendemain de déclarations du président Michel Aoun semblant ignorer leurs revendications, des manifestants en colère ont bloqué mercredi des routes au Liban, alors qu'une grande partie du pays réclame inlassablement le départ de la classe dirigeante. Un protestataire a également été tué par balle dans le secteur de Khalde, au sud de Beyrouth. C'est la deuxième personne tuée en marge du soulèvement. Écoles et banques sont également restées fermées alors qu'un des militants ont appelé sur les réseaux sociaux à manifester devant le palais présidentiel, près de la capitale.

EN BREF

Gaza : au moins 16 morts dans des frappes israéliennes

Les frappes israéliennes ont fait au moins 16 morts mercredi dans la bande de Gaza, portant à 26 le nombre de Palestiniens tués depuis mardi, selon le ministère de la Santé. Ces frappes ciblent le Djihad islamique, qui a lancé plus de 360 roquettes sur Israël depuis l'assassinat ciblé mardi de l'un de ses commandants.

Tunisie : le chef d'Ennahdha élu président du Parlement

Rached Ghannouchi, chef historique du parti d'inspiration islamiste Ennahdha, arrivé en tête des législatives d'octobre en Tunisie, a été élu mercredi président du Parlement, avec 123 voix sur 217.

Des Ouïgours accusent la Chine de détenir encore plus de musulmans

Des militants ouïgours ont affirmé mardi détenir la preuve de l'existence de près de 500 camps et prisons restés jusque-là en grande partie inconnus, où la Chine détiendrait beaucoup plus de membres de leur minorité musulmane qu'estimé.